



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Sous-préfecture de Haguenau-Wissembourg**

Pôle collectivités

Haguenau, le 12 avril 2024

## **ARRÊTÉ**

modifiant temporairement des lieux de vote dans la commune de KILSTETT

**La préfète de la région Grand Est,  
préfète de la zone de défense et de sécurité Est,  
préfète du Bas-Rhin**

**VU** le code électoral et notamment son article R40 ;

**VU** le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER en qualité de préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;

**VU** le décret du 21 juin 2023 portant nomination de Monsieur Stéphane CHIPPONI en qualité de sous-préfet de Haguenau-Wissembourg ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2024 portant délégation de signature à Monsieur Stéphane CHIPPONI, sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg ;

**VU** la demande de la commune de KILSTETT du 28 mars 2024 demandant le transfert temporaire du bureau de vote n° 0001 situé à l'école maternelle Louise Weiss au 2, rue de l'Ecole – 67840 KILSTETT et du bureau de vote 0002 situé à la mairie au 1, rue de la mairie – 67840 KILSTETT pour l'ensemble des scrutins de l'année 2024 ;

### **ARRÊTE :**

**Article 1er :** Le bureau de vote n° 0001 situé à l'école maternelle Louise Weiss au 2, rue de l'Ecole à KILSTETT et le bureau de vote 0002 situé à la mairie au 1, rue de la mairie à KILSTETT sont déplacés temporairement à la Salle de la Musique et de la Culture au 118, rue du Lieutenant de Bettignies à KILSTETT pour l'ensemble des scrutins de l'année 2024.

**Article 2 :** Le déplacement de ces bureaux de vote doit être porté à la connaissance des électeurs concernés dans les meilleurs délais par tous moyens et un affichage clair doit être mis en place le jour du scrutin.

**Article 3 :** Le maire de la commune de KILSTETT est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin et dont une copie sera adressée pour information à la préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin.

Le Sous-Préfet

  
Stéphane CHIPPONI

### **DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

I – Si vous estimez que le présent arrêté est contestable, vous avez la possibilité d'en demander la révision selon les voies de recours et dans les délais mentionnés ci-après :

**Un recours gracieux** auprès de mes services, à l'adresse suivante :

Monsieur le sous-préfet de Haguenau-Wissembourg  
2, rue des Soeurs  
67500 HAGUENAU

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

**Un recours hiérarchique** auprès de :

Madame la préfète du Bas-Rhin  
5 place de la République  
67073 STRASBOURG CEDEX

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision.

S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II – Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former **un recours contentieux** par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :

Tribunal administratif de Strasbourg  
31 avenue de la Paix  
67070 STRASBOURG CEDEX

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au greffe du tribunal administratif au plus tard avant l'expiration du 2e mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2e mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique).

Le tribunal administratif peut également être saisi d'un recours par le site: [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

*Vous pouvez également exercer un recours en référé sur la base des articles L521-1 à L521-3 du code de justice administrative.*